



— université
— lumière
— LYON 2

Budget rectificatif n° 1

2026

Conseil d'administration du 29 mai 2026



Propos liminaire

Le présent budget rectificatif (BR) constitue la première réévaluation proposée au Conseil d'administration pour l'année 2026. Comme l'année passée, cette étape budgétaire s'inscrit dans un contexte et un calendrier particuliers.

En effet, conformément aux dispositions de l'article R.719-109 du code de l'éducation, l'Université Lumière Lyon 2 (ci-après l'Université) doit soumettre au vote de son Conseil d'administration un **plan de retour à l'équilibre financier (PREF)** accompagné d'un BR, suite au dépassement du ratio Dizambourg dans le cadre de son budget initial (BI) pour l'exercice 2026.

Cette modalité fait suite à l'adoption durant l'année 2025 d'une délibération du Conseil d'administration portant sur les **Conditions de retour à l'équilibre (CRE)**, vote lui-même rendu nécessaire par le dépassement du même critère Dizambourg au stade du compte financier (CF) 2024.

Les mesures proposées dans le cadre du PREF, dont le présent BR constitue la traduction pour 2026, s'inscrivent pleinement dans la continuité des CRE adoptées le 17 octobre dernier et d'ores et déjà mises en œuvre depuis le deuxième semestre 2025. Les niveaux du CF 2025 attestent à cet effet du sérieux des actions entreprises, le poids des charges de personnel notamment s'établissant à 86 % au 31 décembre 2025, contre 88 % envisagés au stade du BI 2025.

Si les mesures retenues dans le cadre du PREF prolongent ainsi l'objectif de réduction des autorisations en dépenses et de renforcement des ressources propres de l'établissement, elles s'inscrivent néanmoins dans une ambition forte de préservation du service public, ainsi que dans les pré-orientations du COMP 100 % qui préfigurent la signature de l'établissement.

En lien avec les préconisations issues de la mise en œuvre du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), le BR1 2026 propose ensuite une actualisation de la programmation destinée à garantir la sincérité des prévisions budgétaires, éclairée à la fois par les niveaux constatés au stade du CF 2025, par les nouvelles informations ministérielles communiquées à l'établissement et par le déroulé de l'année en cours constaté à la fin du premier trimestre.

Dans ce cadre, sont principalement revus :

- le niveau prévisionnel de la subvention pour charges de service public (SCSP) attendue par l'établissement (+2 M€ en recettes),
- le volume financier des conventions pluriannuelles de recherche pour l'exercice 2026 (-2,3 M€ en dépenses et -1,1 M€ en recettes),
- et le phasage des encaissements et décaissements liés à l'opération de la Ruche (+1,5 M€ en dépenses et -1,8 M€ en recettes).

L'ensemble des évolutions intégrées dans ce budget rectificatif conduit à une amélioration de l'ensemble des indicateurs financiers de l'Université : le niveau prévisionnel de déficit comptable s'établit désormais à 4,4 M€ (contre 6,4 M€ anticipé au stade du BI 2026), tandis que la situation comptable au 31 décembre prochain affiche une capacité d'autofinancement (CAF) à hauteur de 90,8 k€ quand le BI 2026 anticipait au contraire un montant négatif, soit une incapacité d'autofinancement. Enfin, s'il demeure projeté à un niveau supérieur au seuil de soutenabilité réglementaire, le poids des charges de personnel se situe désormais à 85,8 %, soit une amélioration de 1 point par rapport aux premières prévisions de l'exercice.



Le **BI** signifie le **Budget Initial**. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.

Le **BR** signifie le **Budget Rectificatif**. En cours d'année, en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au BI. Il le fait via un BR, voté dans les mêmes formes que le budget initial.

Le **CF** signifie le **Compte Financier**. Ce document retrace l'exécution du budget de l'exercice précédent et apprécie sa santé financière au regard d'indicateurs tels que le résultat, la CAF, ou le niveau de fonds de roulement.

Sommaire

1. LES IMPACTS EN COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE	5
1.1. AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES EN DÉPENSE.....	5
1.1.1. <i>Dépenses de fonctionnement.....</i>	<i>6</i>
1.1.2. <i>Dépenses de personnel</i>	<i>6</i>
1.1.3. <i>Dépenses d'investissement</i>	<i>7</i>
1.2. RECETTES BUDGÉTAIRES PRÉVISIONNELLES	7
1.2.1. <i>Subvention pour charge de service public.....</i>	<i>8</i>
1.2.2. <i>Recettes propres d'activité.....</i>	<i>8</i>
1.3. SOLDE BUDGÉTAIRE	9
2. LES IMPACTS EN DROITS CONSTATÉS.....	10
2.1. COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL	10
2.2. SITUATION PATRIMONIALE.....	11
2.3. RATIOS DE SOUTENABILITÉ BUDGÉTAIRE	11
3. PRINCIPAUX RATIOS D'ANALYSE FINANCIÈRE	12
4. IMPACT FINANCIER DU COMP.....	13
5. ANNEXES : LIASSE BUDGÉTAIRE	13

1. Les impacts en comptabilité budgétaire

Les crédits inscrits au budget sont constitués des **Autorisations d'Engagement (AE)** et des **Crédits de Paiements (CP)**. Les **recettes encaissées (RE)** sont inscrites au budget pour leur montant prévisionnel.

Les AE constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice. Elles peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées sur l'exercice budgétaire pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des AE initiales.

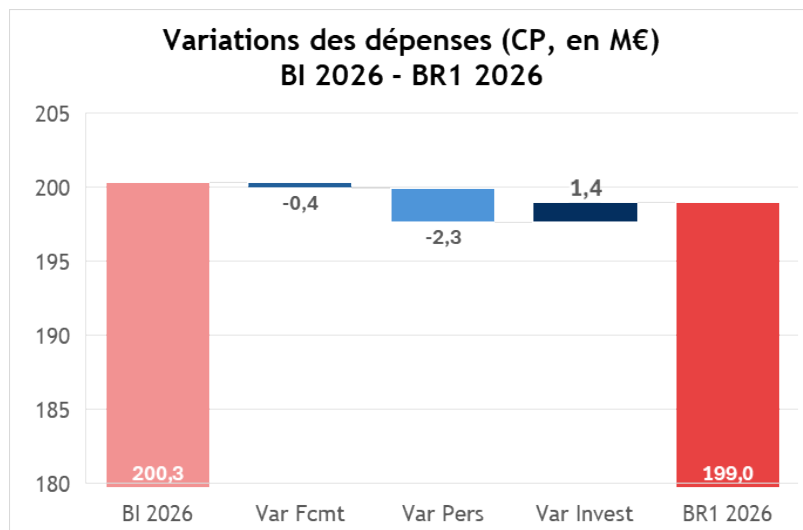
La notion de **solde budgétaire** correspond à la différence entre les RE et CP de l'année, soit à la variation de trésorerie générée par les opérations budgétaires.

En synthèse, le BR1 2026 acte par rapport au BI 2026 une augmentation des prévisions de dépenses en AE de 0,9 % (+1,7 M€) et une baisse des prévisions de dépenses en CP de 0,7 %, soit - 1,3 M€ (1.1). Les recettes prévisionnelles de l'exercice diminuent quant à elles de 0,5 %, représentant 959,4 k€ (1.2).

En dépenses comme en recettes, ces évolutions masquent différents mouvements en sens contraire. Elles conduisent à une légère amélioration du déficit prévisionnel du solde budgétaire (1.3), et, par là-même, à une légère diminution du prélèvement prévu sur la trésorerie au cours de l'exercice 2026.

1.1. Autorisations budgétaires en dépense

En application des CRE adoptées par l'établissement le 17 octobre 2025, l'objectif du BI 2026 était d'inscrire l'établissement dans une démarche vertueuse de rapprochement de ses prévisions budgétaires et des niveaux constatés en fin d'exercice. Le travail sur la qualité de la prévision budgétaire a bien été amorcé dès l'automne dernier, et le PREF réaffirme clairement cet objectif. En conséquence, le BR1 2026 intègre une nouvelle étape conduisant à une diminution conséquente des autorisations de dépenses en fonctionnement (1.1.1) et en personnel (1.1.2). L'enveloppe des dépenses d'investissement est quant à elle revue légèrement à la hausse, en lien avec la reprogrammation sur 2026 de dépenses relatives à La Ruche initialement programmées en 2025 mais n'ayant pu être exécutées avant la fin de l'exercice (1.1.3).



1.1.1. Dépenses de fonctionnement (- 400 k€ en AE et en CP)

Bien que le premier BR de l'année procède habituellement à une reprogrammation des crédits relatifs aux conventions pluriannuelles non consommés au 31 décembre de l'exercice précédent, le BR1 2026 marque une étape supplémentaire dans l'objectif de rapprochement des prévisions budgétaires des niveaux réels d'exécution constatés et intègre ainsi une diminution de 400 k€ de l'enveloppe de fonctionnement allouée à ces projets.

Le CF 2025, comme les CF précédents, a en effet permis d'identifier la destination Recherche comme étant celle enregistrant les plus faibles taux d'exécution. Si ce constat n'est pas propre à l'Université et tient à la spécificité des projets de recherche (complexité de la programmation pluriannuelle, multiplicité des acteurs concernés, décalages dans les recrutements, etc.), il n'en demeure pas moins un axe de travail fort pour les prochaines préparations budgétaires de l'établissement.

Les prévisions de dépenses de fonctionnement du BR1 2026 s'établissent en conséquence à 22,6 M€. Si cette diminution paraît modeste au regard des niveaux élevés du BI 2026, il convient toutefois de rappeler que ce dernier anticipe par rapport à l'exercice 2025 une augmentation des coûts sur plusieurs postes, en lien notamment avec l'ouverture de La Ruche (+ 439 k€), le fonctionnement des systèmes d'information et du numérique (+192 k€) et l'augmentation des dépenses d'assurance (+140 k€, hypothèse basse). Par ailleurs, le contexte économique actuel, marqué par la hausse des prix des hydrocarbures et son effet sur l'inflation, incite à demeurer prudent à ce stade de l'exécution budgétaire.

1.1.2. Dépenses de personnel (- 2,3 M€ en AE et en CP)

À l'instar de l'enveloppe des dépenses de fonctionnement, l'enveloppe des dépenses de personnel enregistre une diminution assez significative à l'occasion de ce BR1, d'un montant de 2,3 M€ (- 1,5 % par rapport au BI 2026).

Cette évolution trouve sa principale origine dans la réduction des crédits ouverts au titre des conventions de recherche évoquée plus haut, décidée à hauteur de 1,9 M€. Le reste relève d'ajustements plus modestes, relatifs à une estimation plus fine des dépenses liées au déploiement du nouveau régime de prestation sociale complémentaire (PSC) entré en vigueur au 1^{er} mai 2026 et au glissement-vieillesse-technicité (GVT).

Les prévisions de dépenses de personnel du BR1 2026 s'établissent en conséquence à 149,7 M€. Pour mémoire et en comparaison du niveau constaté en 2025 (145,6 M€), ce montant intègre le relèvement du taux de CAS pension effectif depuis le 1^{er} janvier dernier, les effets du déploiement de la nouvelle PSC, une hausse notable des dépenses liées au contrat d'objectif, de moyens et de performance (COMP) signé avec le ministère, ou encore l'augmentation annuelle des charges résultant du GVT.

1.1.3. Dépenses d'investissement (+ 4,4 M€ en AE ; + 1,4 M€ en CP)

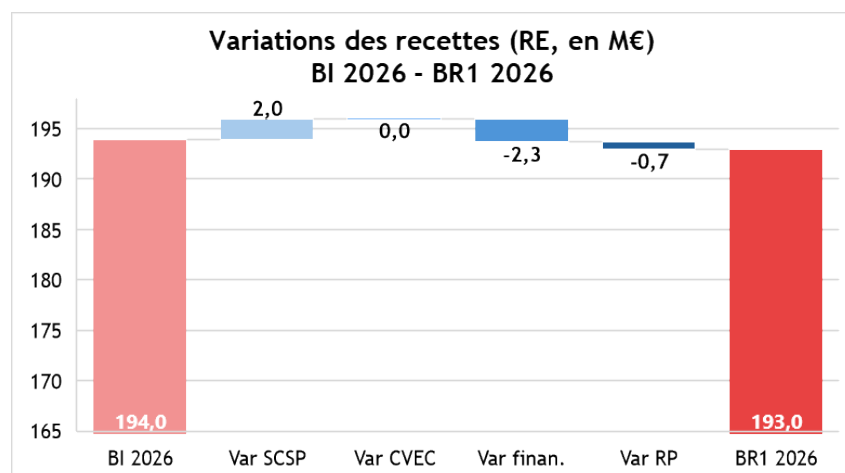
Les prévisions de dépenses d'investissement du BR1 2026 s'établissent à 13,8 M€ en AE et 26,7 M€ en CP, soit une hausse respective de 4,4 M€ et de 1,4 M€ par rapport au BI 2026, exclusivement en lien avec l'opération La Ruche.

En effet, le BR1 procède à la reprogrammation des crédits non consommés en fin d'année 2025, en conséquence notamment du report au début d'année 2026 des notifications des derniers marchés publics à conclure, principalement l'équipement en mobilier.

1.2. Recettes budgétaires prévisionnelles

Par rapport au BI 2026, le BR1 2026 enregistre une diminution modeste (- 952,4 k€, soit - 0,5 %) des prévisions de recettes (RE). Désormais projetées à 193 M€, celles-ci demeurent toutefois d'un niveau nettement supérieur à celui constaté au CF 2025 (179,2 M€), confirmant le dynamisme attendu sur l'exercice.

Cette évolution cache par ailleurs des mouvements en sens contraire : tandis que la valorisation de la SCSP est revue à la hausse à hauteur de plus de 2 M€ (1.2.1), les prévisions des recettes propres d'activité affichent en revanche une baisse notable, quoique maîtrisée, d'un peu moins de 3 M€, répartis entre financements publics (- 2,3 M€) et recettes propres (- 713,5 k€) (1.2.2).



1.2.1. Subvention pour charge de service public (+2 M€)

Conformément aux annonces ministérielles de début février, le BR1 2026 intègre une hausse notable du montant de la SCSP allouée à l'établissement :

- La compensation allouée par l'État au titre de la hausse du CAS Pensions survenue au 1^{er} janvier 2026 est désormais prévue à hauteur de 120 % et non plus de 40 %, ce qui porte le montant du financement estimé à 2,4 M€ (contre 812 k€ au stade du BI 2026). L'Université fait en effet partie des quelques établissements identifiés par le ministère dont la situation financière justifie ce niveau d'abondement, lequel devrait être reconduit en 2027 ;
- Les prévisions en recettes intègrent désormais une compensation intégrale au titre du déploiement du nouveau régime de PSC, pour un montant évalué à 400 k€. Pour mémoire, aucune compensation n'avait encore été actée par le ministère au stade du vote du BI 2026.

1.2.2. Recettes propres d'activité (- 3 M€)

Les prévisions de recettes propres d'activité, qui recouvrent l'ensemble des recettes budgétaires à l'exception de la SCSP, enregistrent quant à elles une baisse dans le cadre du BR 1 2026. Cette baisse globale résulte toutefois de multiples facteurs, parfois en sens contraire.

Les lignes en diminution sont les suivantes :

- En corrélation avec la réduction des autorisations de dépense de 2,3 M€ sur le périmètre des **conventions pluriannuelles de recherche**, arbitrée dans un objectif de resserrement des écarts entre crédits ouverts et niveaux réels d'exécution constatés, le présent BR intègre tout d'abord une diminution des encaissements initialement estimés pour ces opérations, à hauteur de 1,1 M€.
- La prévision inscrite au titre des **droits d'inscription des étudiants extra-communautaires** est également revue à la baisse. En effet, si les CRE

affichaient à cet égard une prévision volontariste (2,7 M€ en 2025, année transitoire, et 4,6 M€ ensuite), la progression réelle constatée au stade du CF 2025 est plus mesurée, du fait principalement des reports de demandes d'exonération formulées par les étudiants sur d'autres fondements réglementaires. La trajectoire retenue par le PREF intègre ainsi un objectif actualisé à hauteur de 3,6 M€ (soit - 1 M€) à compter de 2026.

- Enfin, en lien avec les nouveaux échéanciers d'encaissements de **l'opération La Ruche**, le présent BR enregistre une diminution des recettes attendues en 2026 à hauteur de - 1,8 M€. En effet, le niveau des versements finalement effectués par l'État en 2025, supérieur aux prévisions du BR2 2025 adopté en décembre, conduit à revoir à la baisse le niveau des encaissements attendus en 2026, tandis que le solde du financement alloué par la Métropole de Lyon initialement prévu totalité en 2026 devrait, pour partie, être versé en 2027. Bien entendu, à l'échelle pluriannuelle, le niveau total des financements de l'opération par les partenaires de l'Université demeure inchangé.

En parallèle de ces mouvements, mais pour des montants plus modestes, un certain nombre de postes de recettes enregistrent un réel dynamisme, constaté au stade du CF 2025 ou confirmé sur les premiers mois de l'exécution 2026.

Le présent BR intègre ainsi, à titre d'exemple, + 200 k€ au titre de la **taxe d'apprentissage** au solde, en lien avec le succès rencontré sur ce terrain par plusieurs composantes de formation, notamment la Faculté de Sciences Économiques et de Gestion et l'IUT Lumière Lyon 2, et + 200 k€ au titre des **recettes d'inscription aux colloques** organisés par l'Université. De même, sont revues à la hausse les recettes perçues dans le cadre de la régie du service de santé universitaire (182,5 k€) et celles issues de la subrogation (+100 k€).

1.3. Solde budgétaire

La variation des prévisions de décaissements (CP) et d'encaissement (RE) budgétaires inscrite au BR1 2026 conduit à une légère réduction du déficit du solde budgétaire prévisionnel, lequel passe de - 6,4 M€ à - 6 M€.

Pour mémoire, le déficit du solde budgétaire ne traduit pas en lui-même un élément de mauvaise gestion ou de mauvaise santé financière de l'établissement, dans la mesure où le niveau de trésorerie projeté au 31 décembre 2026 permet de l'absorber sans difficulté apparente. Ce niveau implique toutefois, par prudence, un suivi rapproché de la trésorerie, sur un rythme au moins mensuel.

2. Les impacts en droits constatés



L'objectif de la **comptabilité générale**, dite « en droits constatés », consiste à organiser des données financières en enregistrant les opérations ayant un impact sur le patrimoine et la caisse d'une entité, et ce afin de disposer d'une connaissance exhaustive dudit patrimoine et de permettre la justification des actes effectués auprès de tiers. Il ne s'agit pas seulement de savoir ce dont l'université dispose en trésorerie sur son compte bancaire, mais également d'apprécier ses biens, ses créances et ses dettes, ainsi que les engagements qu'elle peut être amenée à honorer dans le futur.

En comptabilité générale, les charges et les produits sont comptabilisés au moment de leur constatation et font l'objet d'un rattachement à l'exercice.

2.1. Compte de résultat prévisionnel



Le **compte de résultat** retrace, hors investissements, les appauvrissements et enrichissements attendus sur l'exercice, qu'ils soient monétaires ou non.

Le **résultat net comptable** correspond au bénéfice ou au déficit de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

En comptabilité générale, le compte de résultat prévisionnel du BR1 2026 projette tout d'abord une diminution des **charges de personnel** à hauteur de 2,7 M€, dont 2,3 M€ sont liés à la baisse des dépenses de personnel enregistrée sur le versant de la comptabilité budgétaire et dont 381,1 k€ relèvent d'un ajustement de la prévision relative aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations, conduisant à reventiler cette somme depuis les charges de personnel vers celles de fonctionnement¹.

En lien avec ce dernier mouvement, qui masque la diminution de 400 k€ de l'enveloppe de fonctionnement décidée sur le périmètre des conventions pluriannuelles recherche, les **charges de fonctionnement** n'évoluent qu'à la toute marge, à hauteur de 18,9 k€.

La projection des **produits** de l'exercice 2026 est quant à elle revue à la baisse à hauteur de 715,5 k€. Cette diminution trouve son origine avec la budgétisation à l'avancement anticipée sur les conventions pluriannuelles de recherche, dont le volume financier est revu à la baisse sur l'exercice 2026 (-2,3 M€), laquelle n'est qu'en partie compensée par l'augmentation prévue de SCSP et des autres recettes de l'établissement.

En conséquence de ces évolutions, le niveau de **déficit prévisionnel** projeté pour l'exercice 2026 s'améliore notablement par rapport à celui prévu au stade du BI 2026 qui affichait une perte de 6,4 M€. Il s'établit désormais à 4,4 M€. En corrélation, les prévisions de l'exercice affichent désormais un niveau positif de **capacité d'autofinancement** (CAF), qui bien que très faible (90,8 k€), témoigne des meilleures marges de manœuvre pour l'établissement.

¹ Les versements liés aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations constituent en effet des dépenses de personnel en comptabilité budgétaire, mais des charges de fonctionnement en comptabilité générale.

2.2. Situation patrimoniale



Le **fonds de roulement (FDR)** constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement autrement appelés besoins en fonds de roulement. En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps. Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Désormais prévus à 20,2 M€, les emplois (dépenses d'investissement en comptabilité générale) progressent à hauteur de 1,4 M€ en lien avec le nouveau phasage de l'opération La Ruche.

Faisant suite au changement de méthode de valorisation des financements à recevoir pour La Ruche opéré en lien avec les commissaires aux comptes au stade de la clôture de l'exercice 2025, le niveau des ressources (recettes d'investissement en comptabilité générale et CAF) couvre 52,1 % des investissements prévus. Afin de couvrir le montant des emplois non financés, le BR1 2026 projette ainsi une mobilisation du fonds de roulement de l'Université à hauteur de 12,8 M€ (contre 13 M€ au stade du BI 2026).

2.3. Ratios de soutenabilité budgétaire



En application des dispositions du décret n° 2024 -1108 du 2 décembre 2024 relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), codifié dans la partie réglementaire du code de l'éducation, un budget est considéré comme soutenable s'il répond à trois critères cumulatifs :

- Les **charges de personnel** doivent être inférieures à 83 % des produits encaissables (ratio « Dizambourg »). Ce ratio est porté à 85 % pour une liste d'établissements à dominante Sciences humaines et sociales sur laquelle figure l'Université ;
- Le niveau final de **fonds de roulement (FDR)** doit être supérieur à 15 jours de fonctionnement en CP hors investissement ;
- Le niveau final de **trésorerie** doit être supérieur à 30 jours de fonctionnement en CP hors investissement.

La diminution plus forte des charges de personnel, par rapport à celle projetée pour les produits encaissables de l'établissement, conduit à améliorer d'un point le **ratio Dizambourg** affiché par l'Université. Celui-ci se situe désormais à 85,8 %, contre 86,8 % au stade du BI 2026. Cette évolution, favorable, s'inscrit dans la trajectoire financière proposée par le PREF de l'établissement et la perspective d'un retour à l'équilibre au plus tard en 2028.

Les niveaux de **fonds de roulement** et de **trésorerie** projetés au 31 décembre 2026 sur la base des niveaux constatés au CF 2025 et des nouvelles prévisions de l'exercice en cours s'élèvent respectivement à 34,1 et 51,8 jours de fonctionnement. Ils présentent donc un niveau supérieur aux seuils réglementaires, quoiqu'en diminution par rapport à 2025.

3. Principaux ratios d'analyse financière

Les principaux indicateurs permettant d'analyser la situation financière de l'établissement et la soutenabilité de ses prévisions budgétaires présentent donc une situation en amélioration par rapport à celle évoquée lors de la présentation du BI 2026.

Indicateurs	Calcul	Seuils ministériels	CF 2024	CF 2025	BI 2026	BR1 2026
Equilibre financier						
Taux de déficit	Résultat / Total des produits	Vigilance : entre 0 et 2 % Alerte : inférieur à 0%	-1,0%	-0,3%	-3,5%	-2,4%
CAF/IAF	Produits encaissables - Charges décaissables	Alerte : inférieur à 0	2,6 M€	3,7 M€	-1,5 M€	90823 €
Marge de manœuvre dégagée annuellement pour investir	CAF / Produits encaissables	Vigilance si 1% > taux > 0,5% Alerte si 0,5% > taux	1,6%	2,2%	-0,9%	0,1%
Cycle d'exploitation						
FDR en nombre de jours	(FDR/CP hors investissement) x 360	Critère de soutenabilité : > 15 jours	75,8	64,2	33,1	34,1
Trésorerie en nombre de jours	(Trésorerie/CP hors investissement) x 360	Critère de soutenabilité : > 30 jours	91,4	68,0	50,3	51,8
BFR	Actif circulant - Dettes circulantes		-6,9 M€	-1,7 M€	-8,7 M€	-8,5 M€
Financement de l'activité						
Equilibre économique	Charges décaissables / Produits encaissables	Vigilance : 100% > taux > 98%. Alerte : taux > à 100%	98,4%	97,8%	100,9%	99,9%
Poids des charges de personnel	Charges de personnel / Produits encaissables	Critère de soutenabilité : < à 85 %	85,6%	86,0%	86,8%	85,8%
Poids des charges de fonctionnement décaissables	Charges de fonct. décaissables / Produits encaissables		12,8%	11,7%	14,1%	14,2%
Poids des ressources propres	Ressources propres / Produits encaissables	Vigilance : entre 15% et 13% Alerte : taux < à 13%	18,2%	18,8%	22,0%	20,3%
Investissements						
Poids DAP sur les charges de fonct. décaissables	DAP / Charges de fonctionnement décaissables		56,4%	58,1%	54,5%	54,5%
Auto financement des investissements	CAF / Investissements (emplois)	Vigilance : 30% > taux > 20% Alerte : taux < 20 %	15,4%	15,9%	-6,1%	0,3%
Indicateurs budgétaires						
Poids relatif des RAP	Stock de RAP / (CP de personnel + CP d'investissement)		126,5%	50,5%	9,2%	15,1%
Poids relatif des dépenses de personnel	CP de personnel / (CP de personnel + CP de fonctionnement)		88,9%	89,3%	86,9%	86,9%
Poids des recettes propres	Recettes propres / Recettes budgétaires		11,8%	12,5%	12,1%	11,8%

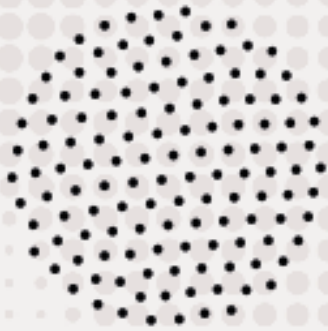
4. Impact financier du COMP

La mise en œuvre du COMP, telle que prévue dans le cadre des circulaires des 22 mars 2023 et 5 octobre 2023, implique un suivi de l'utilisation des crédits alloués au titre de ce dispositif par le ministère.

La budgétisation des moyens nécessaires à la réalisation des actions contractualisées avec l'État demeure inchangée au stade du BR1.

5. Annexes : liasse budgétaire

- 1.1 Tableau 1 des autorisations d'emploi (pour vote)
- 1.2 Tableau 2 des autorisations budgétaires (pour vote)
- 1.3 Tableau 3 des dépenses par destination et des recettes par origine
- 1.4 Tableau 4 d'équilibre financier (pour vote)
- 1.5 Tableau 5 des opérations pour le compte de tiers
- 1.6 Tableau 6 de situation patrimoniale (pour vote)
- 1.7 Tableau 7 de plan de trésorerie
- 1.8 Tableau 8 des opérations sur recettes fléchées
- 1.9 Tableaux 9 agrégé et détaillé des opérations pluriannuelles (pour vote)
- 1.10 Tableau de synthèse budgétaire et comptable
- 1.11 DPGCEP (Tableaux 1, 2 & 3)



Catégories d'emplois	Nature des emplois	
	Permanents	Titulaires
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs		CDI
	Non permanents	CDD
S/total EC		

Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales

BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires
		CDI
	Non permanents	CDD
S/total Biatss		
Totaux		

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein. Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2)).

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3).

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

(A)	
BI 2026	BR1 2026
Emplois sous plafond Etat *	
En ETPT	
660	655
9	9
247	240
916	904

--	--

542	535
100	100
14	11
656	646
1 572	1 550

1 572 (3)

(B)	
BI 2026	BR1 2026
Emplois financés hors SCSP	
En ETPT	
-	0
75	75
75	75

--	--

0	0
269	269
269	269
344	344

(C) = (A) + (B)	
BI 2026	BR1 2026
Global	
660	655
9	9
322	315
991	979

-	-
---	---

542	535
100	100
283	280
925	915
1 916	1 894

Plafond global des emplois voté par

DEPENSES						
	Montants BI 2026		Montants Budget rectificatif n°1 2026		Ecart entre le budget rectificatif n°1 2026 et le budget initial 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Personnel	152 017 999	152 017 999	149 724 641	149 724 641	- 2 293 358
<i>dont contributions employeur au CRD Pension</i>	<i>41 940 842</i>	<i>41 940 842</i>	<i>41 940 842</i>	<i>41 940 842</i>		
Fonctionnement	22 827 833	22 974 215	22 427 833	22 574 215	- 400 000	- 400 000
Intervention						
Investissement	9 359 509	25 328 878	13 753 025	26 689 308	4 393 516	1 360 430
TOTAL DES DEPENSES AE (A)	184 205 341	200 321 091	185 905 499	198 988 163	1 700 158	-1 332 928
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		-		-		

RECETTES			
Montants BI 2026	Montants Budget rectificatif n°1 2026	Ecart entre le budget rectificatif n°1 2026 et le budget initial 2026	
170 295 383	170 961 329	665 946	Recettes globalisées
135 232 183	137 256 183	2 024 000	Subvention pour charges de service public
1 020 840	805 340	- 215 500	Autres financements de l'Etat
1 887 000	1 887 000	-	Fiscalité affectée
8 598 040	8 168 986	- 429 054	Autres financements publics
23 557 319	22 843 819	- 713 500	Recettes propres
23 671 854	22 046 551	-1 625 303	Recettes fléchées*
2 158 618	475 619	-1 683 000	Financements de l'Etat fléchés
21 513 236	21 570 933	57 696	Autres financements publics fléchés
		0	Recettes propres fléchées
193 967 238	193 007 880	-959 358	TOTAL DES RECETTES (C)
6 353 854	5 980 283		SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

Tableau 3 - Tableau des dépenses par destination

	Personnel AE (AE = CP)	Personnel CP (AE = CP)	Fonct AE	Fonct CP	Invest AE	Invest CP	Total AE	Total CP
Règlementaire								
Dépenses Programmes 150 et 231								
FORMATION INITIALE ET CONTINUE	73 684 081	73 684 081	2 636 225	2 637 042	679 931	679 931	77 000 238	77 001 055
Licence	43 686 979	43 686 979	1 063 109	1 063 109	632 724	632 724	45 382 812	45 382 812
Master	22 492 585	22 492 585	1 227 058	1 227 058	34 607	34 607	23 754 250	23 754 250
Doctorat	7 504 517	7 504 517	346 058	346 875	12 601	12 601	7 863 176	7 863 993
BIBLIOTHEQUES ET DOCUMENTATION	4 356 970	4 356 970	1 044 500	1 044 500	6 000	6 000	5 407 470	5 407 470
RECHERCHE	40 763 289	40 763 289	5 012 160	5 179 845	1 026 893	1 028 220	46 802 343	46 971 354
Recherche universitaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Rech univ maths	2 573 873	2 573 873	191 431	193 842	62 138	62 467	2 827 442	2 830 181
Rech univ phys chimie	0	0	0	0	0	0	0	0
Rech univ phys nucl	0	0	0	0	0	0	0	0
Rech univ science terre	0	0	0	0	0	0	0	0
Rech univ science homme	38 100 005	38 100 005	4 653 925	4 805 060	944 680	945 678	43 698 610	43 850 743
Rech univ Transvers	89 411	89 411	166 804	180 943	20 076	20 076	276 291	290 429
DIFFUSION DES SAVOIRS ET MUSEES	1 349 315	1 349 315	201 751	201 751	62 000	62 000	1 613 066	1 613 066
IMMOBILIER	5 639 506	5 639 506	6 327 898	6 326 237	9 979 082	22 914 037	21 946 485	34 879 781
PILOTAGE ET SUPPORT	21 141 106	21 141 106	5 148 404	5 127 454	1 927 439	1 927 439	28 216 948	28 195 998
ETUDIANTS	2 790 374	2 790 374	2 056 895	2 057 386	71 680	71 680	4 918 949	4 919 440
Aides directes aux étudiants	115 464	115 464	1 267 272	1 267 763	0	0	1 382 736	1 383 227
Aides indirectes	451 189	451 189	81 850	81 850	0	0	533 039	533 039
Santé des étudiants activité associative	2 223 721	2 223 721	707 773	707 773	71 680	71 680	3 003 174	3 003 174
TOTAL	149 724 641	149 724 641	22 427 833	22 574 215	13 753 025	26 689 308	185 905 499	198 988 163

Tableau 3 - Tableau des recettes par origine (Prévisionnel)

	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	Total
Règlementaire									-
Subvention pour charges service public	137 256 183			-	-	-	-	-	137 256 183
Droits d'inscription				-	6 470 000	-	-	-	6 470 000
Formation continue diplômes propres VAE				-	13 094 578	-	-	-	13 094 578
Taxe d'apprentissage				-	600 000	-	-	-	600 000
Contrats prestations recherche hors ANR				-	112 416	-	-	-	112 416
Valorisation				-	340 000	-	-	-	340 000
ANR investissements d'avenir				400 747	-	-	-	-	400 747
ANR hors investissements d'avenir				1 583 223	-	-	228 600	-	1 811 823
Subvention exploit & financ actif Région				368 658	-	-	18 144 023	-	18 512 681
Subvention exploit & financ actif UE				1 840 248	-	-	47 151	-	1 887 399
Subvention exploit & financ actif Autres		805 340		3 916 660	333 883	475 619	3 151 158	-	8 682 660
Fondations fonds propres réserves dons				-	-	-	-	-	-
Autres recettes			1 887 000	59 451	1 892 942	-	-	-	3 839 393
TOTAL	137 256 183	805 340	1 887 000	8 168 986	22 843 819	475 619	21 570 933	-	193 007 880

SOLDE BUDGETAIRE BR

-5 980 283

BESOINS			
	Montants BI 2026	Montants Budget rectificatif n°1 2026	Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	6 353 854	5 980 283	-373 570
<i>dont Budget Principal</i>			
<i>dont Budget Annexe</i>			
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)			
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	399 310	399 310	0
Autres décaissements non budgétaires (e1)			
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	6 753 163	6 379 593	-373 570
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	0	0	0
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>		0	
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>	0	0	
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	6 753 163	6 379 593	-373 570

FINANCEMENTS			
Montants BI 2026	Montants Budget rectificatif n°1 2026	Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial	
		0	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
			<i>dont Budget Principal</i>
			<i>dont Budget Annexe</i>
			Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
399 310	399 310	0	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
		0	Autres encaissements non budgétaires (e2)
399 310	399 310	0	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
6 353 854	5 980 283	-373 570	PRLELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
<i>2 303 963</i>	<i>-753 326</i>		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>-8 657 817</i>	<i>-5 226 957</i>		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
6 753 163	6 379 593	-373 570	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
BOURSES AMI	46711000		289 200	289 200
TVA	44500000		110 110	110 110
Autres opérations gérées en compte de tiers	47x			
TOTAL			399 310	399 310

Compte de résultat

CHARGES	Réalisé 2025	BI 2026	BR1 2026	Ecart BR - BI	PRODUITS	Réalisé 2025	BI 2026	BR1 2026	Ecart BR - BI
Personnel	143 704 623	150 403 769	147 729 344	-2 674 425	Subventions de l'Etat	138 814 094	138 861 470	140 630 501	1 769 031
<i>dont charges de pensions civiles</i>	<i>39 801 133</i>				Fiscalité affectée	1 887 949	1 887 000	1 887 000	0
Interventions					Autres subventions	4 066 720	10 092 214	5 745 949	-4 346 265
Fonctionnement	30 987 208	37 712 564	37 693 631	-18 934	Autres produits	29 399 989	30 902 525	32 764 299	1 861 774
autre que les charges de personnel									
TOTAL des charges	174 691 831	188 116 334	185 422 975	-2 693 358	TOTAL des produits	174 168 752	181 743 209	181 027 749	-715 460
Résultat (BENEFICE)	0	0	0		Résultat (PERTE)	523 078	6 373 125	4 395 227	-1 977 898
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	174 691 831	188 116 334	185 422 975	-2 693 358	Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	174 691 831	188 116 334	185 422 975	-2 693 358

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Réalisé 2025	BI 2026	BR1 2026	Ecart BR - BI
Résultat de l'exercice	-523 078	-6 373 125	-4 395 227	1 977 898
+ dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	11 385 484	13 304 120	13 304 120	0
- reprises sur amortissements, dépréciations et prov	343 051			
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs				
- quote part des subventions d'investissement virée au résul	6 807 976	8 474 054	8 818 070	344 016
= Capacité ou Insuffisance d'autofinancement (CAF ou IAF)	3 711 379	-1 543 059	90 823	1 633 882

Etat de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Réalisé 2025	BI 2026	BR1 2026	Ecart BR - BI	RESSOURCES	Réalisé 2025	BI 2026	BR1 2026	Ecart BR - BI
Insuffisance d'autofinancement		1 543 059		-1 543 059	Capacité d'autofinancement	3 711 379		90 823	90 823
Investissements	23 279 048	25 308 878	26 669 308	1 360 430	Financement de l'actif par l'Etat	1 149 379	4 010 895	3 976 985	-33 911
Remboursement des dettes financières					Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	11 077 476	9 848 844	9 783 149	-65 695
TOTAL des emplois	23 279 048	26 851 937	26 669 308	-182 629	Autres ressources	3 074 006		44 308	
Apport au fonds de roulement	0	0	0	173 846	Augmentation des dettes financières	0			
					TOTAL des ressources	19 012 240	13 859 739	13 895 265	-8 782
					Prélèvement sur fonds de roulement	4 266 809	12 992 198	12 774 043	0

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Réalisé 2025	BI 2026 (après CF 2025)	BR1 2026	Ecart BR - BI
Variation du fonds de roulement (apport ou prélèvement)	-4 266 809	-12 992 198	-12 774 043	218 155
Variation du besoin en fonds de roulement (fonds de roulem	5 156 399	-6 638 344	-6 793 760	-155 416
Variation de la trésorerie (abondement ou prélèvement)	-9 423 208	-6 353 854	-5 980 283	373 570
Niveau du fonds de roulement	29 070 751	16 078 553	16 296 708	218 155
Niveau du besoin en fonds de roulement	-1 723 517	-8 361 861	-8 517 276	-155 416
Niveau de la trésorerie	30 794 268	24 440 414	24 813 984	373 570

	Antérieures à 2026	Prévisionnel 2026 (BR1)	2027	2028	2029 et suivantes
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice		-17 591 939	-18 345 265	-20 576 594	-21 058 843
Recettes fléchées	23 954 512	22 046 551	2 053 931	339 979	624 837
Financements de l'Etat fléchés	14 736 099	475 619	-	-	-
Autres financements publics fléchés	9 178 749	21 570 933	2 053 931	339 979	624 837
Recettes propres fléchées	39 663	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées	41 546 451	22 799 877	4 285 259	822 229	114 130
Personnel (AE=CP)	214 183	1 175 704	961 476	719 821	82 245
AE	214 183	1 175 704	961 476	719 821	82 245
CP	214 183	1 175 704	961 476	719 821	82 245
Fonctionnement et intervention	1 006 675	958 448	401 040	102 407	31 885
AE	1 150 334	877 711	363 755	97 229	31 885
CP	1 006 675	958 448	401 040	102 407	31 885
Investissement	40 325 594	20 665 726	2 922 744	0	0
AE	56 862 031	7 208 362	100 732	0	0
CP	40 325 594	20 665 726	2 922 744	0	0
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	-17 591 939	-753 326	-2 231 328	-482 249	510 707
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice	-17 591 939	-18 345 265	-20 576 594	-21 058 843	-20 548 136

DÉPENSES

Opérations	Montant opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes		
		AE ouvertes < 2026	Conso AE < 2026	Reports ou Reprogramm. 2026	AE nouvelles ouvertes 2026	Total AE 2026	CP ouverts < 2026	Conso CP < 2026	Reports ou Reprogramm. 2026	CP nouveaux ouverts 2026	Total CP 2026	Restes à engager > 2026 (AE)	Restes à payer > 2026 sur AE consomm. <= 2026 (CP)	
ANRNF	ANR non fléchés	12 905 275	5 011 108	5 011 108	321 909	2 786 018	3 107 927	4 923 182	4 923 182	327 476	2 792 808	3 120 284	4 786 239	75 370
ANRFL	ANR fléchés	24 800	0	0	10 334	0	10 334	0	0	10 334	0	10 334	14 467	0
RAUTRESNFL	Autres financeurs non fléchés	21 873 659	13 254 112	6 850 495	-697 897	4 000 862	3 302 965	13 950 788	6 649 837	-673 007	4 005 514	3 332 507	11 720 200	171 115
RUATRESFL	Autres financeurs fléchés	1 349 132	430 164	430 164	49 107	399 890	448 997	275 846	275 846	49 107	511 745	560 852	469 970	42 463
REGIONNFL	REGION non fléchés	156 952	142 586	142 586	10 122	3 008	13 129	140 327	140 327	4 706	3 008	7 714	1 237	7 675
EUROPENFL	UNION EUROPEENNE non fléchés	763 002	458 952	458 952	-953	192 268	191 315	460 372	460 372	-29 774	237 004	207 230	112 736	-17 335
EUROPEFL	UNION EUROPEENNE fléchés	869 020	287 553	287 553	-18 300	495 719	439 319	287 553	287 553	-18 300	457 619	439 319	142 148	0
	Total Contrats de recherche	37 941 840	19 584 475	13 180 857	-325 679	7 839 665	7 513 986	20 038 067	12 737 116	-329 458	8 007 698	7 678 240	17 246 997	279 487
INTERNANFL	International fléché	2 967 919	2 49 691	2 49 691	43 838	1 053 192	1 097 300	260 350	260 350	33 179	1 032 733	1 065 912	1 621 198	20 459
INTERNANFL	International non fléché	5 875 255	4 843 862	3 638 176	-103 378	1 069 172	965 794	4 772 262	3 595 066	-92 014	1 069 172	977 158	1 271 286	31 745
AUTRESFL	Autres fléchés	12 800	0	0	3 440	0	3 440	0	0	3 440	0	3 440	9 360	0
AUTRESNFL	Autres non fléchés	428 268	52 513	45 215	28 580	96 300	124 879	51 252	43 954	28 580	96 300	124 879	258 174	1 261
	Total Contrats d'enseignement	9 284 242	5 146 066	3 933 082	-27 520	2 218 663	2 191 143	5 083 864	3 899 370	-26 815	2 198 204	2 171 389	3 160 018	53 465
900070LC	La Ruche	59 239 345	53 899 988	53 899 988	108 795	5 230 562	5 339 357	37 620 613	37 620 613	108 795	20 449 146	20 557 941	0	1 060 791
900070LC	La Ruche Système d'information	454 414	431 114	431 114	0	23 300	23 300	193 684	193 684	0	23 300	23 300	0	237 430
900070PR	Parking Ruche	484 092	484 092	484 092	100 000	0	100 000	290 455	290 455	1 220	187 104	188 324	-100 000	105 312
900070LM	Bâtiment L (modulaires)	2 655 133	2 506 089	2 506 089	-59 520	59 520	0	2 486 503	2 486 503	-113 778	113 778	0	149 044	19 586
900070DL	DEMOLITION L	2 000 000	0	0	-100 000	2 000 000	1 900 000	0	0	-1 220	140 000	138 780	100 000	1 761 220
900070BU	BIBLIOTHEQUE PROVISOIRE PDA	3 549 929	3 521 804	3 521 804	0	14 063	14 063	3 521 773	3 521 773	0	12 402	12 402	14 063	1 691
900070PA	aménagement paysagers PDA	169 359	169 359	169 359	0	0	0	128 904	128 904	0	0	0	0	40 455
900070PG	PLAN GUIDE SPSI	471 508	471 508	471 508	0	0	0	471 508	471 508	0	0	0	0	0
900070E1	Bât ABCF gains énergétiques rapides	121 742	121 742	121 742	0	0	0	121 696	121 696	0	0	0	0	46
900070E2	Halles des sports B et C et bât O gains é	92 520	92 520	92 520	0	0	0	92 520	92 520	0	0	0	0	0
900070E3	IUT1 IUTZ Bât P et bât N gains énergétiq	62 644	62 644	62 644	0	0	0	62 644	62 644	0	0	0	0	0
900070E4	MDE gains énergétiques rapides	71 862	71 862	71 862	0	0	0	71 862	71 862	0	0	0	0	0
900070E5	Bât H gains énergétiques rapides	73 180	73 180	73 180	0	0	0	73 180	73 180	0	0	0	0	0
900070AB	Aménagement BUP	834 520	0	0	59 520	775 000	834 520	0	0	113 778	60 000	173 778	0	660 742
900070CO	Cours intérieurs	178 578	148 578	148 578	0	30 000	30 000	144 332	144 331	0	30 000	30 000	0	4 247
900070VW	Rénovation énergétique bâtiments V et V	3 400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 400 000	0
90010P04	Services numériques sur le campus	466 403	306 787	163 400	0	300 000	300 000	317 371	149 603	0	300 000	300 000	3 003	13 797
90010P09	Infrastructures, réseaux et socle techniq	2 638 424	2 397 461	1 937 980	0	602 150	602 150	1 864 596	1 459 313	0	602 150	602 150	98 294	478 668
922FENET	IUT Remplacement fenêtres	263 819	0	0	0	263 819	263 819	0	0	0	263 819	263 819	0	0
922LIVIN	IUT création de salles et dispositifs d'aut	200 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0
922SALLE	IUT rénovation de la salle de conférence	160 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0
	Total Programmes pluriannuels d'inv	77 587 471,95	64 758 278	64 155 859	108 795	9 508 414	9 617 209	47 461 642	46 888 590	108 795	22 391 700	22 500 495	3 814 404	4 383 983
	Total	124 813 554	89 489 268	81 269 799	-244 404	19 566 742	19 322 337	72 583 573	63 525 077	-247 478	32 597 602	32 350 123	24 221 418	4 716 936
	Ss total personnel	23 154 393	11 238 209	9 429 916	-220 996	6 804 333	6 583 336	11 328 209	9 429 916	-220 996	6 804 333	6 583 336	7 141 141	0
	Ss total fonctionnement	23 915 996	13 285 578	8 099 208	-8 707	5 171 457	5 162 749	12 837 460	7 581 592	-11 781	5 316 043	5 304 242	10 253 639	376 103
	Ss total investissement	78 143 566	64 952 480	63 740 675	-14 701	9 890 952	9 876 252	48 417 904	46 513 569	-14 701	22 777 226	22 762 525	4 526 639	4 340 833

RECETTES

Opérations	Montant opération	Prêtèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissem. < 2026	Encaissem. prévus 2026	Restes à encaisser > 2026	
ANRNF	ANR non fléchés	12 905 275	-1 092 159	13 997 434	8 579 838	1 787 936	3 629 660
ANRFL	ANR fléchés	24 800	-4 960	29 760	0,00	13 392	16 368
RAUTRESNFL	Autres financeurs non fléchés	21 873 659	7 991 887	13 881 773	9 290 570	2 618 007	1 973 196
RUATRESFL	Autres financeurs fléchés	1 349 132	-127 769	1 476 900	578 522	396 556	501 821
REGIONNFL	REGION non fléchés	156 952	-25 643	182 595	146 595	30 000	6 000
EUROPENFL	UNION EUROPEENNE non fléchés	763 002	-234 503	997 505	599 277	313 725	84 503
EUROPEFL	UNION EUROPEENNE fléchés	869 020	-53 900	922 920	738 336	0	184 584
	Total Contrats de recherche	37 941 840	6 452 953	31 488 887	19 933 139	5 159 616	6 396 132
INTERNANFL	International fléché	2 967 919	-97 792	3 065 711	1 256 658	231 651	1 577 402
INTERNANFL	International non fléché	5 875 255	432 669	5 442 586	3 956 267	1 466 319	20 000
AUTRESFL	Autres fléchés	12 800	0	12 800	0	0	12 800
AUTRESNFL	Autres non fléchés	428 268	311 007	117 261	75 532	6 800	34 930
	Total Contrats d'enseignement	9 284 242	645 884	8 638 358	5 288 457	1 717 570	1 632 331
900070LC	La Ruche	59 239 345	18 503 002	40 736 343	17 984 801	21 392 152	1 359 390
900070LC	La Ruche Système d'information	454 414	454 414	0	0	0	0
900070PR	Parking Ruche	484 092	484 092	0	0	0	0
900070LM	Bâtiment L (modulaires)	2 655 133	-444 867	3 100 000	3 100 000	0	0
900070DL	DEMOLITION L	2 000 000	2 000 000	0	0	0	0
900070BU	BIBLIOTHEQUE PROVISOIRE PDA	3 549 929	3 549 929	0	0	0	0
900070PA	aménagement paysagers PDA	169 359	169 359	0	0	0	0
900070PG	PLAN GUIDE SPSI	471 508	471 508	0	0	0	0
900070E1	Bât ABCF gains énergétiques rapides	121 742	34 744	86 998	86 998	0	0
900070E2	Halles des sports B et C et bât O gains é	92 520	28 564	63 956	63 956	0	0
900070E3	IUT1 IUTZ Bât P et bât N gains énergétiq	62 644	16 418	46 225	46 225	0	0
900070E4	MDE gains énergétiques rapides	71 862	21 263	50 599	50 599	0	0
900070E5	Bât H gains énergétiques rapides	73 180	24 364	48 816	48 816	0	0
900070AB	Aménagement BUP	775 000	775 000	0	0	0	0
900070CO	Cours intérieurs	178 578	178 578	0	0	0	0
900070VW	Rénovation énergétique bâtiments V et V	3 400 000	3 400 000	0	0	0	0
90010P04	Services numériques sur le campus	466 403	401 403	65 000	0	65 000	0
90010P09	Infrastructures, réseaux et socle techniq	2 638 424	2 638 424	0	0	0	0
922FENET	IUT Remplacement fenêtres	263 819	263 819	0	0	0	0
922LIVIN	IUT création de salles et dispositifs d'aut	200 000	0	0	0	0	0
922SALLE	IUT rénovation de la salle de conférence	160 000	160 000	0	0	0	0
	Total Programmes pluriannuels d'inv	77 527 952	33 330 415	44 197 537	21 380 995	21 457 152	1 359 390
	Total	124 754 034	40 429 252	84 324 782	46 602 591	28 334 338	9 387 853

Prévisions d'AE et de CP		Prévisions
Opération	Nature	Coût total de l'opération
Contrats de recherche	Personnel	19 912 711
	Fonctionnement	16 441 507
	Investissement	1 587 622
Total Contrats de recherche		37 941 840
Contrats d'enseignement	Personnel	3 241 682
	Fonctionnement	5 977 391
	Investissement	64 970
Total Contrats d'enseignement		9 284 043
Programmes pluriannuels d'inv	Personnel	0
	Fonctionnement	1 096 498
	Investissement	76 490 974
Total Programmes pluriannuels d'inv		77 587 472
Ss total Personnel		23 154 393
Ss total Fonctionnement		23 515 596
Ss total Investissement		78 143 566
TOTAL		124 813 554

Prévisions 2026 (BI + BR)										Prévisions 2027 et suivantes					
AE ouvertes < 2026	Conso AE < 2026	Reports ou Reprogrammations 2026	AE Nouvelles 2026	Total AE 2026	CP ouverts < 2026	Conso CP < 2026	Reports ou Reprogrammations 2026	CP Nouveaux 2026	Total CP 2026	AE prévues en 2027	CP prévus en 2027	AE prévues en 2028	CP prévus en 2028	AE prévues > 2028	CP prévus > 2028
10 447 103	8 723 071	-246 729	3 911 411	3 664 682	10 447 103	8 723 071	-246 729	3 911 411	3 664 682	2 105 231	2 105 231	1 418 268	1 418 268	4 001 460	4 001 460
8 213 623	4 172 329	-59 350	3 336 578	3 277 229	7 954 980	3 737 533	-63 128	3 503 284	3 440 155	1 359 871	1 445 982	1 066 217	1 081 223	6 565 862	6 736 614
923 749	285 457	-19 601	591 676	572 075	1 635 984	276 512	-19 601	593 003	573 402	46 177	48 063	45 621	49 186	638 291	640 459
19 584 475	13 180 857	-325 679	7 839 665	7 513 986	20 038 067	12 737 116	-329 458	8 007 698	7 678 240	3 511 279	3 599 276	2 530 105	2 548 676	11 205 613	11 378 532
881 107	706 845	25 733	992 922	1 018 654	881 107	706 845	25 733	992 922	1 018 654	728 825	728 825	566 731	566 731	220 626	220 626
4 233 465	3 194 743	-58 153	1 208 665	1 150 513	4 172 525	3 162 292	-57 448	1 188 207	1 130 759	504 209	504 209	84 519	84 519	1 043 608	1 095 812
31 494	31 494	4 900	17 076	21 976	30 233	30 233	4 900	17 076	21 976	0	0	11 500	11 500	0	1 261
5 146 066	3 933 082	-27 520	2 218 663	2 191 143	5 083 864	3 899 370	-26 815	2 198 204	2 171 389	1 233 034	1 233 034	662 750	662 750	1 264 234	1 317 699
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
761 490	732 136	108 795	226 213	335 008	709 955	681 767	108 795	224 552	333 347	0	0	0	0	29 354	81 384
63 997 237	63 423 723	0	9 282 201	9 282 201	46 751 687	46 206 823	0	22 167 147	22 167 147	3 650 000	7 187 011	0	0	135 050	929 992
64 758 728	64 155 859	108 795	9 508 414	9 617 209	47 461 642	46 888 590	108 795	22 391 700	22 500 495	3 650 000	7 187 011	0	0	164 404	1 011 376
11 328 209	9 429 916	-220 996	4 904 333	4 683 336	11 328 209	9 429 916	-220 996	4 904 333	4 683 336	2 834 056	2 834 056	1 984 998	1 984 998	4 222 086	4 222 086
13 208 578	8 099 208	-8 707	4 771 457	4 762 749	12 837 460	7 581 592	-11 781	4 916 043	4 904 262	1 864 079	1 950 190	1 150 736	1 165 742	7 638 824	7 913 810
64 952 480	63 740 675	-14 701	9 890 952	9 876 252	48 417 904	46 513 569	-14 701	22 777 226	22 762 525	3 696 177	7 235 074	57 121	60 686	773 341	1 571 712
89 489 268	81 269 799	-244 404	19 566 742	19 322 337	72 583 573	63 525 077	-247 478	32 597 602	32 350 123	8 394 313	12 019 321	3 192 855	3 211 426	12 634 251	13 707 607

Prévisions de recettes		Prévisions
Opération	Nature	Financement de l'opération
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	923 152
	Autres financements publics	27 927 770
	Autres financements	2 637 964
Total Contrats de recherche		31 488 887
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	0
	Autres financements publics	8 594 032
	Autres financements	44 327
Total Contrats d'enseignement		8 638 358
Programmes pluriannuels d'inv	Financement de l'Etat	15 211 718
	Autres financements publics	28 260 338
	Autres financements	104 663
Total Programmes pluriannuels d'inv		43 576 719
Ss total Financement de l'Etat		16 134 870
Ss total Autres financements publics		64 782 140
Ss total Autres financements		2 786 954
TOTAL		83 703 964

Encaissements < 2026	Encaissements prévus 2026	Encaissements prévus en 2027	Encaissements prévus en 2028	Encaissements prévus > 2028
796 994	126 158	0	0	0
17 153 528	4 680 801	2 589 918	1 591 427	1 912 097
1 982 617	352 656	217 622	85 069	0
19 933 139	5 159 616	2 807 540	1 676 496	1 912 097
0	0	0	0	0
5 274 131	1 717 570	993 272	204 146	404 913
14 327	0	15 000	15 000	0
5 288 457	1 717 570	1 008 272	219 146	404 913
14 736 099	475 619	0	0	0
6 605 233	20 916 533	738 572	0	0
39 663	65 000	0	0	0
21 380 995	21 457 152	738 572	0	0
15 533 093	601 777	0	0	0
29 032 892	27 314 904	4 321 762	1 795 573	2 317 009
2 036 606	417 656	232 622	100 069	0
46 602 591	28 334 338	4 554 384	1 895 642	2 317 009

RETOUR AU
SOMMAIRE

Stocks
initiaux

		Réalisé 2025	BI 2026	BR1 2026
1	Niveau initial de restes à payer	38 739 983	20 542 931	20 542 931
2	Niveau initial du fonds de roulement	33 337 560	29 070 750,8	29 070 751
3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-6 879 915	-1 723 515,8	-1 723 516
4	Niveau initial de la trésorerie	40 217 475	30 794 267	30 794 267
4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	-809 402	-9 184 982	-9 184 982
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	41 026 877	39 979 248	39 979 248

Flux de
l'année

5	Autorisations d'engagement	168 116 205	184 205 341	185 905 499
6	Résultat patrimonial	-523 078	-6 373 125	-4 395 227
7	Capacité d'autofinancement (CAF)	3 711 379	-1 543 059	90 823
8	Variation du fonds de roulement	-4 266 809	-12 992 198	-12 774 043
9	Opérations bilanciellles non budgétaires	SENS	0	0
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -		
	Report à nouveau	+		
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+		
	Cautionnements et dépôts	-		
10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	0	0
	Variation des stocks	+ / -		
	Production immobilisée	+		
	Annul. recettes ex. ant / Charges sur créances irrécouvrables	-		
	Produits divers de gestion courante	+		
11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations	SENS	-2 839 501	-6 638 344
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-3 111 640	-6 838 344
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-272 139	200 000
12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	-7 106 309	-6 353 854	-5 980 283
12.a	Recettes budgétaires	179 206 947	193 967 238	193 007 880
12.b	Crédits de paiement ouverts	186 313 256	200 321 091	198 988 163
13	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et	-260 400	0	0
14	Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements	-2 056 499	0	0
15	Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14	-9 423 208	-6 353 854	-5 980 283
15.a	dont variation de la trésorerie fléchée	-8 375 580	2 303 963	-753 326
15.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-1 047 628	-8 657 817	-5 226 957
16	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	-5 156 400	-6 638 344	-6 793 760
17	Restes à payer	-18 197 051	-16 115 751	-13 082 665
18	Niveau final de restes à payer	20 542 931	4 427 181	7 460 266
19	Niveau final du fonds de roulement	29 070 751	16 078 553	16 296 708
20	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-1 723 516	-8 361 860	-8 517 275
21	Niveau final de la trésorerie	30 794 267	24 440 413	24 813 983
21.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	-9 184 982	-6 881 019	-9 938 308
21.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	39 979 248	31 321 431	34 752 291

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

Tableau 2 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE 2026 BR1

Année				2026													
Phase				2026 BR1													
N° UAI				0691775E													
Libellé établissement				Université Lyon 2													
				A													
Masse salariale Etat notifiée par la DGESIP :				1	124 854 921												
Masse salariale votée au budget initial (ou soumise au vote ou à l'adoption de la loi de finances) :				2	152 017 999												
Masse salariale votée après dernier budget rectificatif - montant inscrit au AF-CR :				3	0												
N° DBM :				4	0												
<i>Dans ce tableau, les nombres sans doivent être des nombres entiers. Ne pas cumuler les valeurs dans les cellules.</i>																	
Dépenses de personnel				Exercice 2025			Cumul au 30 avril 2026	Cumul au 30 septembre 2026	Cumul au 31 décembre 2026			écart BI 2026 / BI 2025	écart BI 2026 / exécution 2025	écart prévision 2026 / exécution 2025	écart exécution 2026 / exécution 2025		
				Budget initial	Dernière prévision d'exécution (5) (Dépenses décaissées 2025)	Exécution (5) (Dépenses décaissées 2025)	Exécution (décaissements)	Exécution (décaissements)	Budget initial	Nouvelle prévision d'exécution (décaissements prévus sur 2025)	Exécution annuelle						
				B	C	D	E	F	G	H	I					J	K
Emplois sous plafond 1	Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	1			75 584 174	25 106 257									-75 584 174	
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)	2	111 247 921	110 940 882	35 378 069	11 775 342			113 691 176	113 427 405		2 443 255	2 728 933	2 465 162	-35 378 069	
		dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres)	3	2 152 874	2 011 066	1 968 173	23 043			2 142 066	2 099 173		-10 808	173 893	131 000	-1 968 173	
	sous total titulaires			4	111 247 921	110 940 882	110 962 243	36 881 599	0		113 691 176	113 427 405	0	2 443 255	2 728 933	2 465 162	-110 962 243
	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	5			11 190 683	3 663 824										-11 190 683
		dont ATER et doctorants contractuels	6			7 197 708	2 397 828										-7 197 708
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	7	15 759 960	15 639 170	4 382 326	1 689 334			15 464 330	15 374 118		-295 630	-188 679	-198 891	-4 382 326	
		dont CDI	8			4 000 457	1 462 995										-4 000 457
	sous total non titulaires			9	15 759 960	15 639 170	15 573 009	5 353 158	0		15 464 330	15 374 118	0	-295 630	-108 679	-198 891	-15 573 009
	Total titulaires et non titulaires (plafonds 1)				10	127 007 881	126 580 052	126 535 252	42 234 757	0	129 155 506	128 801 523	0	2 147 625	2 620 254	2 266 271	-126 535 252
Emplois sous plafond 2	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	11			2 891 247	1 195 412									-2 891 247	
		dont CDI (uniquement EPSCP)	12			0	0									0	
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	13	15 466 733	13 966 702	10 020 729	3 211 463			16 518 098	14 494 416		1 851 365	3 606 122	1 582 440	-10 020 729	
		dont CDI (uniquement EPSCP)	14			0	0									0	
	Total non titulaires (plafond 2)			15	15 466 733	13 966 702	12 911 976	4 406 875	0	16 518 098	14 494 416	0	1 051 365	3 606 122	1 582 440	-12 911 976	
Total général (emplois rémunérés par l'opérateur)	Titulaires (plafond 1)	Enseignants et enseignants chercheurs	16			75 584 174	25 106 257	0				0				-75 584 174	
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires	17	111 247 921	110 940 882	35 378 069	11 775 342	0		113 691 176	113 427 405		2 443 255	2 728 933	2 465 162	-35 378 069	
	Non titulaires (plafonds 1 et 2)	Enseignants et enseignants chercheurs	18			14 081 930	4 859 236	0				0				-14 081 930	
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	19	31 226 693	29 685 872	14 403 055	4 900 797	0		31 982 428	29 868 534		755 735	3 497 443	1 383 549	-14 403 055	
	sous total non titulaires			20	31 226 693	29 605 872	28 484 985	9 760 033	0	31 982 428	29 868 534	0	755 735	3 497 443	1 383 549	-28 484 985	
Total général (plafonds 1 et 2)				21	142 474 614	140 546 754	139 447 228	46 641 632	0	145 673 604	143 295 939	0	3 198 990	6 226 376	3 848 711	-139 447 228	
Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)				22	6 073 749	5 934 582	6 026 807	2 775 076		6 225 013	6 267 239		151 264	198 206	240 432	-6 026 807	
Total des dépenses de personnel suivies dans OREMS (données paie OREMS en exécution)				23	148 548 363	146 481 336	145 474 035	49 416 708	0	151 898 617	149 563 178	0	3 350 254	6 424 582	4 089 143	-145 474 035	
Autres dépenses non suivies dans OREMS (4)				24	133 262	119 382	161 463			119 382	161 463	0	-13 880	-42 081	0	-161 463	
Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS				25	148 681 625	146 600 718	145 635 498			152 017 999	149 724 641	0	3 336 374	6 382 501	4 089 143	-145 635 498	
dont fonctionnaires stagiaires ENS				26	0	0	0	0		0	0		0	0	0	0	
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche (6) (saisie de l'exécution fin septembre 2026 obligatoire)				27	4 779 000	3 945 074	3 331 975	1 242 598		5 852 021	3 938 531		1 073 021	2 520 046	606 556	-3 331 975	

